

Experts, savoirs et think tanks au Moyen-Orient

Experts, knowledge, and think-tanks in the Middle East

Responsables

- **Yohanan Benhaïm** (IFEA)
- **Léo Fourn** (IRD, CEPED)

Intervenants

- **Rita Ghattas** (Paris 1, CESSP)
- **Simon Mangon** (Sciences-Po Aix, MESOPOLHIS, Ifpo)
- **Thomas Pierret** (CNRS, Aix-Marseille Université, Iremam)
- **Rukiye Tinas** (Université Eskisehir Osmangazi)

Résumé de l'atelier

Les espaces de production du savoir extérieurs au monde académique, dont ceux dédiés à l'expertise politique, se sont considérablement développés depuis le début des années 2000 au Moyen-Orient (Hanafi et Arvanitis, 2015). Les activités des centres de recherche indépendants, et surtout des think tanks, ont suscité de nombreuses recherches aux États-Unis et en Europe occidentale, qui ont contribué aux réflexions sur le rôle de l'expertise, en particulier sur le rôle des acteurs non étatiques dans la production de l'action publique (Bérard et Crespin, 2010; Bezes, 2012). Si des travaux comparatistes se sont interrogés sur la place de l'expertise dans d'autres régions du monde (Stone et Denham, 2004), les publications à ce sujet demeurent rares concernant les pays du Moyen-Orient, à quelques exceptions près (Le Moulec, 2016). Cet atelier, qui s'inscrit en dialogue avec des réflexions sur la production du savoir en sciences sociales dans la région, souhaite combler ce manque en proposant une discussion comparatiste au sujet des institutions non étatiques spécialisées dans la production de savoirs dans l'objectif de conseiller le politique sur différents secteurs d'action publique au Moyen-Orient. Dans un contexte régional de restauration autoritaire (Allal et Vannetzel, 2017) ou de présidentialisation des régimes politiques, la question du lien entre production des savoirs et consolidation du pouvoir nous permet d'interroger sous un nouveau jour les relations entre champs politique, bureaucratique, académique et médiatique.

Cet atelier thématique entend, dans un premier temps, analyser ces institutions, leur position au sein de l'espace spécifique de l'expertise, et leur interaction avec d'autres champs sociaux, tels que les champs académique, politique, économique et médiatique (Medvetz, 2012). Nous serons par ailleurs particulièrement attentifs à l'étude des trajectoires et des propriétés sociales des acteurs engagés dans ces organisations, qui se distinguent souvent par leur multipositionnalité (Argibay, 2016). Cet atelier entend ainsi contribuer à une sociologie des élites intellectuelles de la région, en interrogeant les capitaux nécessaires à la reconnaissance de l'expertise et leurs spécificités potentielles. Cet atelier souhaite aussi soulever la question des relations de ces institutions avec les pouvoirs en place, en fonction des différents types de régime politique présents dans la région. Nous souhaitons ici questionner les logiques de dépendance, notamment à travers l'étude des ressources mobilisées en circulation (humaines, relationnelles, financières, etc.), mais aussi de résistance, à l'œuvre dans la production de cette expertise. Si certaines organisations sont directement liées à des partis politiques au pouvoir – comme le SETA en Turquie –, d'autres se placent en revanche dans une logique contestataire visant à contrer le monopole de l'expertise par les gouvernants, à l'exemple du FTDES en Tunisie. À travers cette réflexion sur les liens avec le pouvoir, c'est aussi la nature du savoir produit et sa fonction politique qui seront ainsi questionnées.

L'attention portée aux rapports de pouvoirs nous invite à réfléchir à la dimension transnationale de ces institutions, étant donné la trajectoire personnelle des experts (notamment par la formation), leurs financements étatiques et non étatiques, ou la circulation de cadres cognitifs internationaux (Saint-Martin, 2004). Enfin, l'étude de leur implantation à l'étranger dans le contexte des répressions post-Printemps arabe les place souvent « entre politique en exil et politique étrangère » (Benhaïm, Gad, Klaus, 2024), à l'instar des centres de recherche syriens installés en Turquie après 2011 (Al Dassouky et Pierret, 2021). De même, le déploiement de certaines institutions au niveau régional, voire international, en font un outil de diplomatie publique, comme l'illustre l'expansion du Centre arabe de recherches et d'études politiques financé par le Qatar. Les interventions retenues se fonderont sur des données issues d'enquêtes de terrain, dans n'importe quelle discipline des sciences sociales.

The spaces for knowledge production outside the academic world, particularly those dedicated to political expertise, have significantly expanded since the early 2000s in the Middle East (Hanafi and Arvanitis, 2015). The activities of independent research centers, and especially think tanks, have prompted extensive research in the United States and Western Europe, contributing to discussions about the role of expertise, particularly regarding the involvement of non-state actors in the production of public policy (Bérard and Crespín, 2010; Bezes, 2012). While comparative studies have examined the role of expertise in other regions of the world (Stone and Denham, 2004), publications on this subject remain scarce concerning Middle Eastern countries, with a few exceptions (Le Moulec, 2016). This workshop, which engages in dialogue with reflections on knowledge production in social sciences within the region, aims to address this gap by proposing a comparative discussion regarding non-state institutions specializing in knowledge production to advise political actors on various sectors of public action in the Middle East. In a regional context characterized by authoritarian restoration (Allal and Vannetzel, 2017) or the presidentialization of political regimes, the question of the link between knowledge production and power consolidation allows us to re-examine the relationships among the political, bureaucratic, academic, and media fields.

This thematic workshop aims, initially, to analyze these institutions, their position within the specific space of expertise, and their interaction with other social fields, such as the academic, political, economic, and media domains (Medvetz, 2012). We will also pay particular attention to studying the trajectories and social properties of the actors involved in these organizations, which often stand out due to their multi-positioning (Argibay, 2016). Thus, this workshop seeks to contribute to a sociology of intellectual elites in the region by questioning the capitals necessary for the recognition of expertise and their potential specificities.

Moreover, this workshop intends to raise questions regarding the relationships of these institutions with the existing powers, depending on the various types of political regimes present in the region. We aim to explore the logics of dependency, particularly through the study of mobilized resources (human, relational, financial, etc.), as well as those of resistance, involved in the production of this expertise. While some organizations are directly linked to the ruling political parties—such as SETA in Turkey—others adopt a contestatory stance aimed at countering the monopoly of expertise held by the authorities, as exemplified by FTDES in Tunisia. Through this reflection on ties to power, we will also examine the nature of the knowledge produced and its political function.

The attention given to power relations invites us to consider the transnational dimension of these institutions, given the personal trajectories of experts (notably through training), their state and non-state funding, and the circulation of international cognitive frameworks (Saint-Martin, 2004). Finally, the study of their presence abroad in the context of post-Arab Spring repressions often places them “between exiled politics and foreign policy” (Benhaïm, Gad, and Klaus, 2024), akin to Syrian research centers established in Turkey after 2011 (Al Dassouky and Pierret, 2021). Similarly, the deployment of certain institutions at the regional or even international level makes them a tool for public diplomacy, as illustrated by the expansion of the Arab Center for Research and Policy Studies funded by Qatar.

The selected interventions will be based on data from field surveys across any discipline within the social sciences.

Programme

Rita Ghattas (Paris 1, CESSP)

Les acteurs de la recherche en sciences sociales au Liban

The actors of social science research in Lebanon

Simon Mangon (Sciences-Po Aix, MESOPOLHIS, Ifpo)

Si près, si loin: Produire du savoir sur la guerre à Gaza depuis la Jordanie

Producing knowledge from Jordan about the war in Gaza

Thomas Pierret (CNRS, Aix-Marseille Université, Iremam)

Les études politiques syriennes: La guerre comme facteur de professionnalisation et de dépolitisation

Syrian political studies: War as a catalyst for professionalization and de-politicization

Rukiye Tinas (Université Eskisehir Osmangazi)

Quel rôle et impact des think tanks en politique dans l'après-tentative de coup d'État de 2016 en Turquie? Le SETA et le TASAV

What role and impact do think tanks have in politics after the attempted coup d'État of 2016 in Turkey? SETA and TASAV

Rita Ghattas

Les acteurs de la recherche en sciences sociales au Liban

Au Liban, la production, le financement, la valorisation et la diffusion des connaissances sont profondément influencés par des relations complexes entre acteurs locaux et internationaux, reflétant des rapports de force asymétriques. Ces dynamiques mobilisent diverses parties prenantes, notamment les institutions académiques, les bailleurs de fonds à travers des organisations internationales et associations étrangères, les partis politiques, ainsi que des think tanks et centres de recherche étrangers, qui jouent un rôle central dans la définition des priorités de recherche et dominant cet espace (Hanafi et Arvanitis, 2016).

Les politiques néolibérales adoptées depuis les années 1990 ont renforcé le secteur privé au détriment des institutions publiques (Kabbanji et al., 2024). Ainsi, le paysage de la recherche en sciences sociales se caractérise par une fragmentation structurelle: des universités privées d'héritage missionnaire, une université publique morcelée géographiquement depuis la guerre civile (1975-1990) (Longuenesse, 2022), et un Conseil national de la recherche scientifique (CNRS) dépourvu d'une stratégie nationale cohérente.

Dans ce cadre, certaines universités s'alignent sur les normes de recherche imposées par les bailleurs de fonds, privilégiant une expertise extra-académique et une science appliquée au conseil politique, souvent au détriment de recherches approfondies axées sur la production de savoirs locaux (Raymond et al., 2021). En parallèle, les chercheurs évoluent dans des conditions socio-économiques précaires, les obligeant à cumuler plusieurs emplois pour subvenir à leurs besoins, tout en renforçant leur capital international, indispensable pour asseoir leur légitimité académique.

Ces dynamiques soulignent la nécessité d'examiner les influences confessionnelles, partisans et étrangères qui façonnent cet environnement. Ces facteurs conditionnent l'orientation des priorités de recherche et compromettent souvent la capacité des sciences sociales à produire des savoirs autonomes et contextualisés.

Ma communication s'appuiera sur des entretiens menés dans le cadre de ma thèse avec des enseignant-es et chercheur-es en sciences sociales au Liban, explorant leurs trajectoires sociales et leurs expériences dans le monde de la recherche.

In Lebanon, the production, funding, valorization, and dissemination of knowledge are profoundly influenced by complex relationships between local and international actors, reflecting asymmetrical power dynamics. These dynamics involve various stakeholders, including academic institutions, funding bodies through international organizations and foreign associations, political parties, as well as think tanks and foreign research centers, all of which play a central role in defining research priorities and dominate this space (Hanafi and Arvanitis, 2016).

Neoliberal policies implemented since the 1990s have strengthened the private sector at the expense of public institutions (Kabbanji *et al.*, 2024). Consequently, the social sciences research landscape is characterized by structural fragmentation: private universities with missionary heritage, a geographically fragmented public university since the civil war (1975–1990) (Longuenesse, 2022), and a National Council for Scientific Research (CNRS) lacking a coherent national strategy.

Within this framework, some universities align themselves with the research standards set by funding bodies, prioritizing extra-academic expertise and applied political consultancy, often at the expense of in-depth research aimed at producing localized knowledge (Raymond *et al.*, 2021). Simultaneously, researchers face precarious socio-economic conditions, forcing them to take on multiple jobs to meet their financial needs while bolstering their international academic capital, which is essential for establishing their legitimacy in the field.

These dynamics underscore the necessity of examining the confessional, partisan, and foreign influences shaping this environment. These factors significantly impact the orientation of research priorities and often undermine the ability of the social sciences to produce autonomous and contextually relevant knowledge.

My presentation will draw on interviews conducted as part of my doctoral research with social science educators and researchers in Lebanon, exploring their social trajectories and experiences within the research landscape.

Simon Mangon

Si près, si loin: Produire du savoir sur la guerre à Gaza depuis la Jordanie

Dans cette communication, je propose de m'intéresser à la production du savoir en Jordanie à partir d'espaces extérieurs au champ universitaire, en l'occurrence les « ONG de la recherche ». Ces structures apparues dès les années 1980 ont pris un rôle central dans le secteur de l'expertise depuis 2011, en réponse à une demande sociale croissante émanant des bailleurs internationaux à la suite de la « crise syrienne » et selon un agenda global orienté sur les priorités du « développement ». Je souhaite étudier le rôle pris par ces organisations dans une phase particulière, celle ouverte par le déclenchement de la guerre à Gaza en 2023. Du fait de l'histoire partagée entre les deux pays frontaliers que sont la Palestine et la Jordanie, la guerre actuelle a des effets politiques, économiques et symboliques très forts sur la société jordanienne, qui est pour moitié d'origine palestinienne. Dans le contexte actuel où les formes de soutien à la cause palestinienne sont strictement encadrées, voire réprimées, il s'agira ici de comprendre comment certaines « ONG de la recherche » parviennent à produire du savoir sur la situation en cours à Gaza depuis le territoire jordanien. Alors que la vaste majorité de l'expertise actuellement produite sur Gaza émane de structures occidentales, je propose de mettre en lumière le travail d'expertise d'acteurs de la région. La situation des « ONG de la recherche » jordaniennes est particulièrement contrainte, à la fois par le contrôle de l'État jordanien sur un sujet particulièrement sensible, mais aussi par les circuits de financement de bailleurs occidentaux et des pays du Golfe qui standardisent la production du savoir. À partir d'une enquête menée en février 2025 auprès de plusieurs centres de recherche jordanien, je souhaite étudier les conditions sociales de production du savoir dans un tel contexte. Je reviendrai sur l'histoire de ces structures, les trajectoires professionnelles de leurs fondateurs et la sociologie de leurs équipes, ainsi que leur modèle économique.

In this paper, I propose to look at the production of knowledge in Jordan from spaces outside the academic field, in this case the “research NGOs.” These structures, which emerged in the 1980s, have taken on a central role in the expertise sector since 2011, in response to growing social demand from international donors following the “Syrian crisis” and in line with a global agenda focused on “development” priorities. I would like to study the role played by these organisations in a particular phase, that opened by the outbreak of war in Gaza, in 2023. As a result of the shared history of the two neighbouring countries of Palestine and Jordan, the current war has had very strong political, economic and symbolic effects on Jordanian society, half of which is of Palestinian origin. In the current context, where forms of support for the Palestinian cause are strictly controlled, or even repressed, the aim here is to understand how certain “research NGOs” manage to produce knowledge about the current situation in Gaza from Jordanian territory. While the vast majority of the expertise currently produced on Gaza comes from Western structures, I propose to highlight the expert work of actors in the region. The situation of Jordanian “research NGOs” is particularly constrained, both by the Jordanian state’s control over a particularly sensitive subject, and by the funding channels of Western donors and the Gulf states, which standardise the production of knowledge. Based on a survey carried out in February 2025 in several Jordanian research centres, I want to study the social conditions of knowledge production in such a context. I will look at the history of these structures, the career paths of their founders and the sociology of their teams, as well as their economic model.

Thomas Pierret

Les études politiques syriennes: La guerre comme facteur de professionnalisation et de dépolitisation

Jusqu’au début de ce siècle, l’existence même d’un champ de recherche politique en Syrie était sujette à caution. La politique n’avait été introduite que récemment comme discipline à part entière dans les universités, et bien qu’une poignée d’individus se soient engagés dans des activités de recherche, ces dernières servaient le plus souvent d’autres priorités, comme la légitimation du régime ou, du côté de l’opposition, un souci de fonder des opinions dissidentes sur des analyses factuelles. Quatorze ans après le soulèvement de mars 2011, le paysage a radicalement changé, puisque des dizaines de Syriens travaillent désormais pour une vaste constellation de centres de recherche syriens et étrangers. En d’autres termes, la dernière décennie a vu la formation d’un champ de recherche politique sur la Syrie par des Syriens: ce domaine d’activité a acquis une éthique spécifique, à savoir une culture de la recherche qui valorise l’expertise plutôt que le plaidoyer, ainsi que ses propres agents et institutions spécialisés qui se font concurrence pour les emplois, les financements et un type spécifique de capital symbolique, à savoir la reconnaissance d’une expertise crédible sur la politique syrienne.

Until the first decade of this century, the very existence of a field of political research in Syria was questionable. Politics had only recently been introduced as a separate discipline in universities, and although a handful of individuals engaged in research activities, the latter most often served other priorities such as supporting the regime’s outreach efforts or, on the opposition’s side, grounding dissenting views in fact-based analysis. Fourteen years after the March 2011 uprising, the landscape has changed dramatically, as dozens of Syrians now work, either as full-time employees or as freelancers, for a vast constellation of Syrian and foreign research centres. In other words, the last decade has witnessed the formation of a field, in Bourdieu’s sense, of political research on Syria by Syrians: this domain of activity has acquired a specific ethos, namely a research culture that values expertise over advocacy, as well as its own specialised agents and institutions that compete with each other for jobs, funding, and for a specific type of symbolic capital, that is the recognition of credible expertise on Syrian politics.

Rukiye Tinas

Quel rôle et impact des think tanks en politique dans l'après-tentative de coup d'État de 2016 en Turquie ? Le SETA et le TASAV

En Turquie, si les premiers think tanks apparaissent dans les années 1960, c'est dans les années 1990 que leur nombre augmente considérablement. Dans les années 2000, les think tanks, notamment d'idéologie conservatrice, fleurissent, étant donné qu'il s'agit de la période de pouvoir du Parti de la justice et du développement (AKP) d'identité officiellement « conservatrice démocratique ». En conséquence de la mondialisation, les think tanks constituent désormais un grand centre de production d'informations, et gagnent un important rôle dans la communication politique et la diplomatie publique. Selon le « 2020 Think Tank Statistics », il existe 53 think tanks turcs, les 12 de ces derniers se situent dans la région MENA. Présentant l'évolution des think tanks du début des années 1960 aux années 2000, les contextes historiques dans lesquels ils sont apparus, l'idéologie qu'ils représentent, les domaines de recherches, etc., cette proposition de communication porte sur le rôle joué par les think tanks dans le champ politique à travers deux exemples : le Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları (SETA), ouvertement lié à l'AKP, et le Türk Akademisi Siyasi Sosyal Stratejik Araştırmalar Vakfı (TASAV), lié au principal allié politique de ce dernier, le Parti de l'action nationaliste (MHP). En étudiant les processus de fondation, les équipes (les politiques de recrutement), les domaines de recherche, les sujets traités, la question est de savoir quel est le rôle et l'impact de ces deux think tanks sur les politiques du gouvernement AKP depuis la création de l'alliance AKP-MHP après la tentative de coup d'État de juillet 2016. Les sites web et les comptes de réseaux sociaux du SETA et du TASAV, ainsi que les rapports, les revues et articles publiés par ces deux derniers constituent les premières sources. Celles-ci seront appuyées par la réalisation d'entretiens semi-directifs avec les dirigeants du SETA et du TASAV.

In Turkey, although the first think tanks appeared in the 1960s, it was in the 1990s that their numbers increased considerably. In the 2000s, think tanks, particularly those with a conservative ideology, flourished, given that this was the ruling period of the officially “democratic conservative” Justice and Development Party (AKP). As a result of globalisation, think tanks are now a major centre of knowledge production, playing an important role in political communication and public diplomacy. According to “2020 Think Tank Statistics,” there are 53 Turkish think tanks, 12 of which are located in the MENA region. Presenting the evolution of think tanks from the early 1960s to the 2000s, the historical contexts in which they emerged, the ideology they represent, their areas of research, etc., this paper focuses on the role played by think tanks in the political field through two examples: the Siyaset, Ekonomi ve Toplum Araştırmaları (SETA), openly linked to the AKP, and the Türk Akademisi Siyasi Sosyal Stratejik Araştırmalar Vakfı (TASAV), linked to the latter's main political ally, the Nationalist Action Party (MHP). By studying the founding processes, the teams (recruitment policies), the areas of research, and the subjects covered, the question is to determine the role and impact of these two think tanks on the policies of the AKP government since the creation of the AKP-MHP alliance after the attempted coup of July 2016. The websites and social network accounts of SETA and TASAV, as well as the reports, journals, and articles published by the two think tanks are the primary sources. These will be supported by semi-structured interviews with SETA and TASAV executives.



Institut Français
d'Etudes Anatoliennes



Centre Population
et Développement

مسارات
LIVE—AR

The subsequent lives
of Arab revolutionaries



Moyen-Orient et
Mondes Musulmans
Groupement d'Intérêt Scientifique